

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 94 — 931

[C — 27174]

10 MARS 1994. — Décret

relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Création.

Article 1er. Il est créé une personne morale de droit public dotée de la personnalité juridique dénommée la Société régionale wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures, en abrégé SOFICO, dont les statuts sont fixés par le Gouvernement wallon.

Le siège de la société est établi à Liège.

La Société régionale d'Investissement de Wallonie, les personnes publiques et privées, de l'accord du Gouvernement wallon, peuvent prendre des participations dans le capital de la société.

L'ensemble des participations de la Région doit représenter au minimum 51 % du capital.

Les titres représentatifs des participations ne sont cessibles qu'à la Région ou à des personnes autorisées par le Gouvernement wallon.

Objet

Art. 2. La société a pour mission le financement et la réalisation des infrastructures autoroutières A8 et E25 — E40, leur gestion et leur exploitation.

Le programme pluriannuel d'investissements est arrêté par le Gouvernement wallon.

Art. 3. En vue de la réalisation de cet objet, la société peut notamment :

1° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet dans le respect des règles relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

2° effectuer toutes les opérations financières dans le cadre de la réalisation de son objet social.

La garantie de la Région envers les tiers est accordée à la société aux conditions que le Gouvernement wallon détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la société et aux emprunts à contracter.

Dans le cas où le produit des opérations ne permettrait le remboursement des obligations ou emprunts ainsi que le remboursement intégral des paiements y afférents, la Région fournit à la société les sommes pour parfaire la différence.

Capital

Art. 4. Le capital social est représenté par deux catégories de titres. La catégorie A est souscrite et libérée exclusivement par la Région. La catégorie B est souscrite et libérée par la Région et les autres titulaires de titres représentatifs du capital. Seuls les titulaires de titre B disposent d'un droit de vote au conseil d'administration visé à l'article 5. Les titres de la catégorie A sont souscrits intégralement et libérés par cinquième annuels et ne sont pas rémunérés. Les titres de la catégorie B sont souscrits intégralement et libérés immédiatement, leur rémunération est fixée à l'article 12.

Le conseil d'administration

Art. 5. La société est gérée par un conseil d'administration.

1. Composition, mode de désignation et rémunération.

Le conseil d'administration comprend dix membres :

- six membres, au moins, sont désignés par le Gouvernement wallon et représentent la Région;
- quatre membres, au plus, sont désignés par le Gouvernement wallon sur proposition des autres titulaires de titres représentatifs du capital de la catégorie B.

Le président du conseil d'administration est nommé par le Gouvernement wallon parmi les membres qui représentent la Région au conseil d'administration. En cas de parité de votes, sa voix est prépondérante.

Le vice-président du conseil d'administration est nommé par le Gouvernement wallon parmi les autres titulaires de titres représentatifs du capital de la catégorie B.

Leur mandat, renouvelable, est d'une durée de six ans.

Le Gouvernement wallon détermine la rémunération des membres du conseil d'administration et d'éventuels émoluments.

Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit à l'âge de soixante-cinq ans.

2. Pouvoirs.

Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société. La gestion journalière est assurée par l'administrateur délégué.

Assistance technique

Art. 6. De l'accord du Gouvernement wallon, la société bénéficie de l'assistance technique des Services du Gouvernement wallon.

(1) Session 1993-1994

Documents du Conseil. — 206 (1993-1994) Nos 1 à 7.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 28 février 1994. Discussion. Vote.

Personnel

Art. 7. Le Gouvernement wallon est autorisé à mettre à disposition de la société du personnel de ses Services par application des règles relatives aux missions, suivant les modalités fixées par lui.

La société peut également engager du personnel contractuel en vertu de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, aux fins exclusives :

1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° d'exécuter des tâches nécessitant une connaissance et une expérience de haute qualification;

3° d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques.

Apports de la Région

Art. 8. Outre sa participation dans le capital, la Région fait apport du droit de gestion, d'usage et de jouissance des parcelles de son domaine nécessaires à l'exercice des missions de la société en ce compris le droit de construire sur son assiette.

Elle peut faire apport des droits en rapport avec la gestion en ce compris l'exercice du droit d'accès et les droits contractuels dont elle dispose sur ce domaine.

Les obligations nouvelles générées par l'exercice de ces droits sont à charge de la société.

Tutelle

Art. 9. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon. Ce contrôle est exercé à l'intervention de trois commissaires du Gouvernement wallon nommés et révoqués par lui, choisis en raison notamment de leurs compétences administratives et budgétaires.

Les commissaires du Gouvernement wallon veillent au respect de la réglementation en vigueur, des statuts de la société et au respect des missions de services publics.

Les commissaires du Gouvernement wallon participent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Ils peuvent, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du Gouvernement wallon contre toute décision qu'ils estiment contraire à la réglementation et aux statuts.

Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la société.

Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Ce délai court à partir du jour de la réunion durant laquelle la décision a été prise pour autant que les commissaires y aient été régulièrement convoqués, ou à partir du jour où ils en ont eu connaissance.

Le recours est suspensif.

Si, dans un délai d'un mois du recours, le Gouvernement wallon ne s'est pas prononcé, la décision est définitive.

Les commissaires peuvent faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la réglementation, des statuts ou des obligations de la société.

Les émoluments des commissaires sont fixés par le Gouvernement wallon.

Contrôle

Art. 10. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié à un collège de commissaires aux comptes qui compte deux membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement wallon.

Les commissaires aux comptes sont nommés par le Gouvernement wallon, dont un au moins parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les comptes de la société sont transmis à la Cour des Comptes au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice concerné.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour un terme renouvelable de six ans. Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs.

Les émoluments des commissaires aux comptes sont fixés par le Gouvernement wallon.

Ressources

Art. 11. En contrepartie de ses obligations de service public, dont le contenu sera fixé par les statuts, la société bénéficie des crédits à charge du budget de la Région, du produit des opérations financières visées à l'article 3.

Elle dispose également de recettes générées par sa gestion.

Comptabilité et comptes annuels

Art. 12. La société est soumise à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Elle établit sa comptabilité par année civile et y joint un commentaire.

La société organise un suivi des engagements selon les règles déterminées par le Gouvernement wallon.

Elle établit également un rapport de gestion qui contient les informations visées à l'article 77, quatrième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport des commissaires au Gouvernement wallon avant le 30 avril de l'année suivant l'exercice concerné.

L'affectation des bénéfices est réglée par les statuts.

Dissolution

Art. 13. La dissolution de la société ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui règlera le mode et les conditions de liquidation.

Entrée en vigueur

Art. 14. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret, à l'exception du présent article qui entre en vigueur le jour de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 mars 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi
et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 94 — 931

[C — 27174]

10. MÄRZ 1994

Dekret über die Errichtung der « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures »
(Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Errichtung

Artikel 1. Es wird eine juristische Person öffentlichen Rechts errichtet, die mit der Rechtspersönlichkeit versehen, hierunter « Société régionale wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures », abgekürzt « SOFICO », genannt ist und deren Satzungen von der Wallonischen Regierung festgelegt werden.

Der Sitz der Gesellschaft wird in Lüttich festgelegt.

Mit dem Einverständnis der Wallonischen Regierung dürfen die « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (die Regionale Investierungsgesellschaft der Wallonie), sowie die juristischen und Privatpersonen Gesellschaftskapitalanteile erwerben.

Die gesamten Anteile der Region müssen mindestens 51 % des Kapitals entsprechen.

Die den Anteilen entsprechenden Effekten sind nur der Region oder der durch die Wallonische Region genehmigten Personen übertragbar.

Gesellschaftszweck

Art. 2. Die Gesellschaft hat als Aufgabe die Finanzierung und die Bauausführung der Autobahnen A8 und E25 — E40, ihre Verwaltung und ihre Betreibung.

Das mehrjährige Investierungsprogramm wird von der Wallonischen Regierung festgelegt.

Art. 3. Für die Ausführung dieses Zwecks darf die Gesellschaft insbesondere :

1° Dienste von Dritten in Anspruch nehmen und sie mit jeder für die Ausführung ihres Zwecks nützlichen Aufgabe unter Einhaltung der Regelungen über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen beauftragen;

2° die gesamten Finanzgeschäfte im Rahmen der Ausführung ihres Gesellschaftszwecks vornehmen.

Die Garantie der Region gegenüber den Dritten wird der Gesellschaft unter den von der Wallonischen Region bestimmten Bedingungen, mit den Zinsen und der Tilgung der durch die Gesellschaft auszugebenden Obligationen und der aufzunehmenden Anleihen gewährt.

Wenn der Ertrag der Geschäfte die Einlösung der Obligationen oder die Rückzahlung der Anleihen sowie die volle Rückzahlung der mit ihnen verbundenen Zahlungen nicht ermöglicht, stellt die Region Summen zur Verfügung der Gesellschaft, um diesen Unterschied zu ergänzen.

(1) Sitzungsperiode 1993-1994

Ratsdokumente. — 206 (1993-1994) Nr 1 bis 7.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 28. Februar 1994. Diskussion. Abstimmung.

Kapital

Art. 4. Das Geschäftskapital wird in zwei Kategorien von Effekten eingeteilt. Die Kategorie A wird ausschließlich von der Region gezeichnet und eingezahlt. Die Kategorie B wird von der Region und von den anderen Inhabern von das Kapital einteilenden Effekten gezeichnet und eingezahlt. Nur die Inhaber der Effekten B verfügen über das Stimmrecht im in Artikel 5 erwähnten Verwaltungsrat. Die Effekten der Kategorie A werden voll gezeichnet, durch jährliche Fünftel eingezahlt und nicht verzinst. Die Effekten der Kategorie B werden voll gezeichnet und sofort eingezahlt. Ihre Verzinsung wird in Artikel 12 festgelegt.

Der Verwaltungsrat

Art. 5. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

1. Zusammensetzung, Bezeichnungswiese und Entlohnung

Der Verwaltungsrat besteht aus zehn Mitgliedern :

— mindestens sechs Mitglieder werden von der Wallonischen Regierung bezeichnet und vertreten die Region;

— höchstens vier Mitglieder werden von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag der anderen Inhaber der das Kapital einteilenden Effekten der Kategorie B bezeichnet.

Der Vorsitzende des Verwaltungsrates wird von der Wallonischen Regierung unter den Mitgliedern, die die Region im Verwaltungsrat vertreten, ernannt. Bei einer Stimmgleichheit ist seine Stimme entscheidend.

Der stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrat wird von der Wallonischen Regierung unter den anderen Inhabern von das Kapital einteilenden Effekten der Kategorie B bezeichnet.

Ihr erneuerbares Mandat hat eine Dauer von sechs Jahren.

Die Wallonische Regierung legt die Entlohnung und die eventuellen Vergütungen der Mitglieder des Verwaltungsrates fest.

Das Verwaltersmandat endet von Rechts wegen, wenn der Mandatsträger fünfundsechsig Jahre erreicht.

2. Befugnisse

Der Verwaltungsrat ist befugt, die gesamten für die Ausführung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen auszuführen. Die tägliche Verwaltung wird vom geschäftsführenden Verwalter geführt.

Technische Unterstützung

Art. 6. Mit dem Einverständnis der Wallonischen Regierung erhält die Gesellschaft die technische Unterstützung der Dienststellen der Wallonischen Regierung.

Personal

Art. 7. In Anwendung der Regelungen über die Aufgaben darf die Wallonische Regierung gemäß der von ihr festgelegten Modalitäten Personal aus ihren Dienststellen zur Verfügung der Gesellschaft stellen.

Die Gesellschaft darf ebenfalls Vertragspersonal aufgrund des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge einstellen, und zwar ausschließlich um :

1° außergewöhnlichen und zeitweiligen Personalbedarf zu decken, wenn es sich entweder um die Einsetzung von zeitlich begrenzten Handlungen oder um außerordentliche Mehrarbeit handelt;

2° Aufgaben, die eine Kenntnis und eine hochqualifizierte Erfahrung erfordern, auszuführen;

3° spezifische oder Aushilftätigkeiten zu erfüllen.

Einlagen der Region

Art. 8. Zusätzlich zu ihrer Beteiligung am Kapital bringt die Region das für die Erfüllung der Aufgaben der Gesellschaft notwendige Verwaltungs-, Nutzungs- und Nutznießungsrecht an den Parzellen ihres Gutes mit, einschließlich des Rechtes, auf ihrer Fläche zu bauen.

Sie kann Rechte bezüglich der Verwaltung mitbringen, einschließlich die Anwendung des Zugangsrechts und die vertraglichen Rechte, über die sie auf dieses Gut verfügt.

Die neuen Verpflichtungen, die sich aus der Ausübung dieser Rechte ergeben, gehen zu Lasten der Gesellschaft.

Aufsicht

Art. 9. Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung. Diese Kontrolle wird durch drei Kommissare der Wallonischen Regierung ausgeübt, die von der Regierung ernannt, abgesetzt und insbesondere aufgrund ihrer Fachkenntnisse in Sachen Verwaltung und Haushalt ausgewählt werden.

Die Kommissare der Wallonischen Region sorgen für die Beachtung der geltenden Vorschriften, der Satzungen der Gesellschaft und für die Beachtung der Aufgaben öffentlichen Dienstes.

Die Kommissare der Wallonischen Region nehmen an den Sitzungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme teil.

Innerhalb von vier vollen Tagen dürfen sie bei der Wallonischen Regierung einen Einspruch gegen jeden Beschluß, den sie als Regelungs- und Satzungswidrig betrachten, erheben.

Irgendwann dürfen sie an Ort und Stelle Kenntnis von den Büchern, dem Briefwechsel, den Protokollen und im allgemeinen von den gesamten Dokumenten und Schriftstücken der Gesellschaft nehmen.

Sie dürfen die gesamten Verwalter, Bediensteten und Beamten um alle Erläuterungen oder Auskünfte bitten und alle Überprüfungen, die sie als notwendig für die Ausführung ihres Mandats betrachten, vornehmen.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Sitzung, im Laufe dessen der Beschluß getroffen worden ist, soweit die Kommissare ordnungsmäßig einberufen worden sind, oder ab dem Tag, an dem sie von diesem Beschluß Kenntnis genommen haben.

Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Wenn innerhalb eines Monats nach der Berufung die Wallonische Regierung sich nicht geäußert hat, gilt der Beschluß als endgültig.

Die Kommissare dürfen auf die Tagesordnung des Verwaltungsrates jede Frage betreffend die Beachtung der Regelung, der Satzungen oder der Verpflichtungen der Gesellschaft setzen.

Die Vergütungen der Kommissare werden von der Wallonischen Regierung festgelegt.

Kontrolle

Art. 10. Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresrechnungen und der Regelmäßigkeit hinsichtlich der Regelung und der Satzungen, der in den Jahresrechnungen festzustellenden Geschäfte werden einem Kollegium von Rechnungsprüfern, das aus zwei Mitgliedern besteht, anvertraut.

Ihre Beschlüsse werden gemeinsam getroffen.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Wallonischen Regierung mitgeteilt.

Die Rechnungsprüfer werden von der Wallonischen Regierung ernannt. Mindestens einer von denen wird unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren bezeichnet.

Die Rechnungen der Gesellschaft werden dem Rechnungshof spätestens am 31. Mai des Jahres, das dem betroffenen Jahres folgt, übermittelt.

Die Rechnungsprüfer werden für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren ernannt. Sie können im Laufe des Mandats nur aus guten Gründen abgesetzt werden.

Die Vergütungen der Rechnungsprüfer werden von der Wallonischen Regierung festgelegt.

Geldmittel

Art. 11. Als Gegenleistung ihrer Verpflichtungen öffentlichen Dienstes, deren Inhalt durch die Satzungen festgelegt werden, erhält die Gesellschaft Kredite zu Lasten des Haushalts der Region sowie die Erträge der in Artikel 3 erwähnten finanziellen Geschäfte

Sie verfügt ebenfalls über Einnahmen, die sich aus ihrer Verwaltung ergeben.

Buchführung und Jahresrechnungen

Art. 12. Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchführung und die Jahresrechnungen der Betriebe. Sie führt die Bücher pro Kalenderjahr und fügt ein Kommentar dabei.

Die Gesellschaft organisiert die langfristige Kontrolle der Verpflichtungen gemäß der von der Wallonischen Region festgelegten Regeln.

Sie stellt ebenfalls einen Verwaltungsbericht auf, der die in Artikel 77 Absatz 4 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften erwähnten Informationen beinhaltet.

Der Verwaltungsrat übermittelt der Wallonischen Regierung spätestens am 30. April des Jahres, das dem betroffenen Jahr folgt, die Jahresrechnungen zusammen mit dem Verwaltungsbericht und dem Bericht der Kommissare.

Die Zuweisung der Gewinne wird durch die Satzungen festgelegt.

Auflösung

Art. 13. Die Auflösung der Gesellschaft darf nur aufgrund eines Dekrets, das die Liquidationsweise und -bedingungen regelt, verkündet werden.

Inkrafttreten

Art. 14. Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets auf, mit Ausnahme des vorliegenden Artikels, der am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. März 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VOOR UITRUSTING EN VERVOER

N. 94 — 931

[C — 27174]

10 MAART 1994. — Decreet
betreffende de oprichting van de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures »
(Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Oprichting

Artikel 1. Onder de naam « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures », afgekort SOFICO, wordt een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht die van de rechtspersoonlijkheid is voorzien en waarvan de statuten door de Waalse Regering zijn vastgesteld.

De zetel van de maatschappij is gevestigd te Luik.

De « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Gewestelijke investeringsmaatschappij van Wallonië) en de openbare en particuliere personen kunnen, met de instemming van de Waalse Regering, participaties nemen in het kapitaal van de maatschappij.

Het geheel van de participaties van het Gewest moet minstens 51 % van het kapitaal bedragen.

De effecten die de participaties vertegenwoordigen kunnen enkel aan het Gewest of aan door de Waalse Regering gemachtigde personen worden overgedragen.

Doel

Art. 2. De maatschappij heeft de financiering en de uitvoering van de infrastructuur van de autowegen A8 en E25 — E40 alsmede het beheer en de exploitatie ervan tot doel.

Het meerjarige investeringsprogramma wordt door de Waalse Regering vastgesteld.

Art. 3. Voor de verwezenlijking van haar doel kan de maatschappij o.a. :

1° een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke nuttige opdracht, met inachtneming van de regels inzake overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten;

2° overgaan tot alle daartoe vereiste financiële verrichtingen.

De maatschappij geniet de waarborg van het Gewest ten aanzien van derden onder de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden, tegen de rentevoet en de aflossing van de door de haar uit te geven obligaties en van de leningen die moeten worden aangegaan.

Als de opbrengst van de verrichtingen niet volstaat voor de terugbetaling van de obligaties of leningen of voor de integrale terugbetaling van de desbetreffende bedragen, verschaft het Gewest de maatschappij de sommen om het verschil aan te vullen.

Kapitaal

Art. 4. Het maatschappelijk kapitaal wordt vertegenwoordigd door twee categorieën van effecten. Op categorie A wordt uitsluitend door het Gewest ingeschreven en gestort. Op categorie B wordt ingeschreven en gestort door het Gewest en de andere houders van effecten die het kapitaal vertegenwoordigen. Enkel de houders van titel B beschikken over een stemrecht binnen de in artikel 5 bedoelde raad van bestuur. Op de effecten van categorie A wordt integraal ingeschreven en bij jaarlijkse vijftien gestort. Ze worden niet vergoed. Op de effecten van categorie B wordt integraal ingeschreven en onmiddellijk gestort. Hun vergoeding is vastgelegd in artikel 12.

Raad van bestuur

Art. 5. De maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur.

1. Samenstelling, wijze van benoeming en vergoeding.

De raad van bestuur bestaat uit tien leden :

— minstens zes leden worden door de Waalse Regering benoemd en vertegenwoordigen het Gewest;

— hoogstens vier leden worden door de Waalse Regering benoemd op voorstel van de andere houders van effecten die het kapitaal van categorie B vertegenwoordigen.

De voorzitter van de raad van bestuur wordt door de Waalse Regering aangewezen onder de leden die het Gewest binnen de raad van bestuur vertegenwoordigen. Bij staking van stemmen is zijn stem doorslaggevend.

De ondervoorzitter van de raad van bestuur wordt door de Waalse Regering aangewezen onder de andere houders van effecten die het kapitaal van categorie B vertegenwoordigen.

Hun mandaat duurt zes jaar en is hernieuwbaar.

De Waalse Regering bepaalt de vergoeding en eventuele emolumenten van de leden van de raad van bestuur.

Het mandaat van bestuurder eindigt van rechtswege op de leeftijd van 65 jaar.

2. Bevoegdheden

De raad van bestuur is bevoegd voor alle nuttige handelingen m.b.t. de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de maatschappij. Het dagelijkse beheer wordt waargenomen door de afgevaardigde bestuurder.

Technische bijstand

Art. 6. Met haar instemming geniet de maatschappij de technische bijstand van de diensten van de Waalse Regering.

(1) Zitting 1993-1994.

Stukken van de Raad. — 206 (1993-1994) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 28 februari 1994. Bespreking. Stemming.

Personeel

Art. 7. Overeenkomstig de regels inzake opdrachten en volgens de door haar bepaalde modaliteiten, mag de Waalse Regering personeel van haar diensten ter beschikking stellen van de maatschappij.

Krachtens de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten mag de maatschappij eveneens contractuelen tewerkstellen, doch uitsluitend met het oog op :

- 1^o de tegemoetkoming aan een uitzonderlijke en tijdelijke personeelsnood, ten gevolge van de uitvoering van in de tijd beperkte projecten of van een buitengewone werktoename;
- 2^o de uitvoering van taken die een kennis of ervaring op hoog niveau vereisen;
- 3^o de uitvoering van bijkomstige of specifieke opdrachten.

Inbreng van het Gewest

Art. 8. Naast haar participatie in het kapitaal verleent het Gewest het recht op het beheer, het gebruik en het genot van de percelen van zijn domein die de maatschappij nodig heeft om haar taken te vervullen, alsmede het recht om op de grondslag ervan te bouwen.

Het Gewest kan de beheersrechten inbrengen, met inbegrip van de uitoefening van het toegangsrecht en van de contractuele rechten die het op dat domein heeft.

De nieuwe verplichtingen i.v.m. de uitoefening van die rechten komen ten laste van de maatschappij.

Toezicht

Art. 9. De maatschappij staat onder het toezicht van de Waalse Regering. Dat toezicht wordt uitgeoefend door drie commissarissen van de Waalse Regering die door deze laatste worden genoemd en herroepen. Ze worden o.a. gekozen omwille van hun administratieve en budgetaire bevoegdheden.

De commissarissen van de Waalse Regering zien toe op de naleving van de geldende reglementering, de statuten van de maatschappij en de opdrachten van de openbare diensten.

Zij wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

Ze kunnen binnen een termijn van vier vrije dagen een beroep indienen bij de Regering tegen elke beslissing die ze in tegenstrijd achten met de reglementering en de statuten.

Ze kunnen ogenblikkelijk ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle stukken en geschriften van de maatschappij.

Ze kunnen van elke bestuurder, ambtenaar en aangestelde alle uitleg en informatie vorderen die ze nuttig achten voor de vervulling van hun opdracht en tot alle daartoe nodige onderzoeken overgaan.

De termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de commissarissen regelmatig zijn opgeroepen, of vanaf de dag waarop ze worden ingelicht.

Het beroep is opschortend.

Als de Regering zich niet heeft uitgesproken binnen een termijn van één maand vanaf de indiening van het beroep, is de beslissing definitief.

Op de agenda van de raad van bestuur kunnen de commissarissen elke aangelegenheid plaatsen i.v.m. de naleving van de reglementering, de statuten of de verplichtingen van de maatschappij.

De emolumenten van de commissarissen worden vastgesteld door de Waalse Regering.

Controle

Art. 10. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de reglementering en de statuten, van de in de jaarrekening weer te geven verrichtingen, wordt opgedragen aan een college van accountants dat twee leden telt.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal.

Hun verslagen en opmerkingen worden aan de Waalse Regering meegedeeld.

De accountants worden benoemd door de Waalse Regering. Minstens één van hen wordt gekozen onder de leden van het Instituut van Bedrijfsrevisoren.

De boeken van de maatschappij worden uiterlijk op 31 mei van het jaar na het betrokken boekjaar overgedragen aan het Rekenhof.

De accountants worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Tijdens hun mandaat kunnen ze alleen voor gegronde redenen worden herroepen.

De emolumenten van de accountants worden door de Waalse Regering vastgesteld.

Middelen

Art. 11. In ruil voor haar verplichtingen van openbare dienst waarvan de inhoud in de statuten zal worden vastgelegd, heeft de maatschappij aanspraak op kredieten ten laste van de begroting van het Gewest en op de opbrengst van de in artikel 3 bedoelde financiële verrichtingen.

Ze beschikt eveneens over inkomsten die uit haar beheer voortkomen.

Boekhouding en jaarrekeningen

Art. 12. De maatschappij is onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen. Ze houdt haar boeken per burgerlijk jaar en voegt er een commentaar bij.

De maatschappij zorgt voor een follow-up van de verplichtingen aan de hand van de door de Waalse Regering bepaalde regels.

Ze stelt eveneens een beheersverslag op waarin de in artikel 77, vierde lid, bedoelde inlichtingen over de handelsmaatschappijen voorkomen.

De raad van bestuur draagt de jaarrekeningen, samen met het beheersverslag en het verslag van de commissarissen, vóór 30 april van het jaar na het betrokken boekjaar over aan de Waalse Regering.

De aanwending van de winsten wordt door de statuten geregeld.

Ontbinding

Art. 13. De maatschappij kan slechts ontbonden worden krachtens een decreet dat de wijze en de voorwaarden van liquidatie regelt.

Inwerkingtreding

Art. 14. De Regering legt de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van dit decreet vast, met uitzondering van dit artikel dat van kracht wordt op de dag van de bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 maart 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 932

[C — 31088]

24 FEBRUARI 1994. — Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de wijziging van de statuten van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1984 houdende de opheffing of de herstructurering van bepaalde instellingen van openbaar nut;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de handelsondernemingen, meer bepaald artikel 54;

Gelet op het derde lid van artikel 32 van de statuten van de genoemde maatschappij, waarin bepaald wordt dat een beslissing van wijziging van de statuten geen uitwerking kent, zolang ze niet goedgekeurd is door een koninklijk besluit waarover de Minister-raad vergaderd heeft op voorstel van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de ordonnantie van 9 september 1993 houdende de wijziging van de Huisvestingscode en betreffende de sector van de sociale huisvesting;

Op voorstel van de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die bevoegd is voor Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. De wijziging van de statuten zoals besloten door de buitengewone Algemene Vergadering van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij van 10 februari 1994, zoals bij dit besluit is gevoegd in bijlage, is goedgekeurd.

Art. 2. De Minister die bevoegd is voor Huisvesting, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit artikel zal in werking treden bij de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 24 februari 1994.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister tot wiens bevoegdheid huisvesting behoort,

D. GOSUIN

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 932

[C — 31088]

24 FEVRIER 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant les statuts de la société du logement de la Région bruxelloise

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Vu les lois coordonnées sur les sociétés commerciales notamment l'article 54;

Vu le dernier alinéa de l'article 32 des statuts de la dite société stipulant qu'une décision de modification aux statuts ne sort ses effets aussi longtemps qu'elle n'a pas été approuvée par l'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du Logement et relative au secteur du logement social;

Sur la proposition du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant le logement dans ses attributions,

Arrête :

Article 1. La modification des statuts décidée par l'Assemblée générale extraordinaire de la Société du Logement de la Région bruxelloise du 10 février 1994 comme jointe en annexe à cet arrêté est approuvée.

Art. 2. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 février 1994.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président
Ch. PICQUE

Le Ministre ayant le logement dans ses attributions,

D. GOSUIN